

PROCÈS EN APPEL D'EL WAÂD ESSADEK

Le procureur général requiert 10 ans de prison ferme contre Moulay Salah

C'est ce jeudi qu'a eu enfin, après deux reports, le procès en appel de l'affaire «El Waâd Essadek» au niveau de la cour de Bouira. Un procès placé sous haute surveillance après un dispositif policier impressionnant. Il faut dire que l'expérience du passé lorsque, au niveau du tribunal de Sour-El-Ghozlane, des dizaines de victimes qui étaient présentes avaient essayé d'agresser en plein tribunal les associés de Moulay Salah — ce dernier était à l'époque en fuite — a poussé les responsables de la police et ceux de la justice à ne laisser rien au hasard surtout que cette fois-ci, le principal accusé qui est le patron de la société «El Waâd Essadek» était présent à la barre aux côtés de ses associés.

Ce jeudi donc, et en présence de Moulay Salah, le principal accusé, ainsi que les six autres associés, le procès s'est ouvert aux environs de 9 heures, a duré toute la journée et ne s'est terminé que vers 20 heures.

Lors de ce procès tant attendu, Moulay Salah a répondu aux questions du juge avec sang-froid en rappelant que la société qu'il a gérée pendant plusieurs mois a

fonctionné dans la légalité avec un registre de commerce en bonne et due forme, en rejetant au passage le chef d'inculpation de constitution d'association de malfaiteurs alors qu'il avait agi dans la légalité.

Quant aux centaines de gens qu'il avait arnaquées en leur subtilisant indirectement leur argent à travers les véhicules qu'il leur avait pris sans les avoir payés

après les délais préalablement arrêtés qui étaient de 55 jours, Moulay Salah a imputé ceci à la presse qui a surmédiatisé sa société au point où des gens venaient des quatre coins du pays avant que cette même presse ne le critique et ne le place, aux yeux de ces même gens, comme non crédible et défaillant ; ce qui a précipité la chute de son empire.

A la question s'il pourra rembourser ses clients, tantôt il dira qu'il va le faire, tantôt il dira que les sommes sont faramineuses et qu'il ne pourra pas rembourser tout le monde et la faute incombe à ses associés qui l'ont arnaqué.

Des associés qui sont entendus à leur tour, surtout les deux principaux, Ziane Farid et Amara Azzedine qui sont associés à hauteur de 20 % chacun dans la société, et qui plaident leur innocence en disant que le seul res-

pensable de la société est Moulay Salah. Les autres accusés feront de même lors de leur audition en se contentant de rappeler leur fonction au sein de la société, c'est-à-dire des fonctions techniques qui n'ont rien à voir avec l'argent qui rentre et qui sort quotidiennement.

Après le réquisitoire du procureur général qui a demandé l'approbation du verdict du tribunal de Sour-El-Ghozlane en Juillet dernier qui avait condamné Moulay Salah à 10 ans de prison ferme par contumace, et des peines de 3 à 7 ans contre les six autres accusés, ainsi que le dédommagement des centaines de victimes à hauteur de 40% du prix de leurs véhicules ; et après les plaidoiries des avocats qui se sont succédé à la barre, le juge a renvoyé l'affaire pour délibérations au 22 février prochain.

Y. Y.

GENDARMERIE NATIONALE

5 393 retraits de permis de conduire à Tipasa

Selon les informations données par la cellule de communication de la Gendarmerie nationale au cours de l'année 2015, la gendarmerie de Tipasa serait intervenue plusieurs fois et aurait pénalisé les contrevenants au code de la route comme suit : 3 358 cas de retrait de permis à cause de l'utilisation du téléphone portable lors de la conduite automobile ; 1 235 cas pour non-utilisation de la ceinture de sécurité ; 360 cas pour stationnement sur la bande d'arrêt d'urgence, sans motif valable ; 122 retraits de permis pour dépassement en infraction de la ligne jaune ; 280

cas pour dépassement des autres véhicules sur la droite ; 38 retraits de permis de conduire pour conduite sur le côté interdit à la circulation ; soit un nombre total de retraits de permis de conduire de 5393 cas.

S'agissant des accidents de la route, la gendarmerie de Tipasa nous informe que l'intervention de ses patrouilles s'étend sur 64 kilomètres de voie express, ainsi que 264 374 kilomètres qui se répartissent sur 7 routes nationales, ainsi que 265 072 kilomètres se répartissant sur 19 routes de wilaya et 896 kilomètres de routes communales. Ainsi, sur l'ensemble de ces routes,

il a été recensé pour 2015 un nombre de 722 accidents de la route, induisant 594 accidents corporels dont 55 cas matériels et 73 cas mortels, causant 1 193 blessés et 84 décès. Il a été constaté que le nombre d'accidents est en baisse de 25 cas par rapport à 2014. Toujours dans ce contexte, il a été identifié que l'élément humain a été la cause principale des accidents (94%), où l'excès de vitesse, le dépassement dangereux et le non-respect du code de la route sont autant de causes de 47 accidents ayant causé 16 décès.

Houari Larbi

GUELMA

La police dresse son bilan

L'année 2015 n'a pas été de tout repos pour la police judiciaire de Guelma. Les services de la Sûreté de wilaya n'ont pas chômé.

Selon le bilan annuel de la cellule de communication de la police, l'année écoulée a été très riche pour le éléments de la police judiciaire, notamment, en matière de délits et crimes contre les per-

sonnes et d'atteintes aux mœurs. A travers les différentes actions menées à la même période, les enquêteurs ont ratissé large afin d'offrir le maximum de sécurité aux Guelmis. En effet, 2 047 affaires

ont été traitées par la police judiciaire de Guelma et 2 457 dont 63 mineurs, ont été interpellés en 2015 pour délits contre les personnes et atteintes aux mœurs. Parmi les personnes interpellées, 215 prévenus ont été écroués par le magistrat instructeur. Dans ce bilan, on dénombre également 32 individus, placés sous contrôle judiciaire.

Selon les spécialistes, la recrudescence de ces fléaux pourrait s'expliquer par la démographie galopante enregistrée ces dernières années dans les quartiers populaires de la ville de Guelma, notamment à Oued Lemaïze, dans les cités Aïn Defla, Rahabi et Adjabi...

Noureddine Guergour

NAÂMA

Un réseau de narcotrafiquants neutralisé et saisi de 12 quintaux de kif traité

A la suite d'informations précises qui leur sont parvenues au sujet du mouvement d'un réseau de trafic de drogue qui se préparait à acheminer une grande quantité de kif traité entre Sidi-Bel-Abbès et El Bayadh (Naâma), les gendarmes de Naâma ont d'abord enclenché des investigations sur les personnes impliquées afin de découvrir l'itinéraire choisi par les narcotrafiquants pour acheminer la cargaison. Ils ont en outre appris que cette cargaison était escortée par un réseau

d'éclaireurs circulant à bord de plusieurs véhicules de tourisme.

La nuit du jour «J», les gendarmes ont commencé par neutraliser le véhicule éclaireur de tête, avant l'arrivée du camion chargé de bottes de foin et sous lesquelles étaient dissimulés 12 quintaux de kif traité.

A la suite de cette affaire, les gendarmes ont saisi 48 ballots de kif (12 q) arrêté 3 suspects et saisi 1 camion et 2 véhicules de tourisme.

Abachi L.

SIDI-BEL-ABBÈS

Les étudiants de chirurgie dentaire menacent de fermer leur département aujourd'hui

Après avoir paralysé la clinique dentaire depuis déjà deux semaines sans résultats, les étudiants de 4^e année de chirurgie dentaire de l'université Djilali-Liabès radicalisent leur mouvement de protestation, menaçant de fermer carrément le département aujourd'hui pour se faire entendre.

Quelque 90 étudiants qui font partie de cette contestation ne cessent d'interpeller l'administration au sujet de leurs revendications qu'ils qualifient de légitimes et surtout importantes à ce niveau de leurs études qui clôturent leur cursus universitaire.

Les étudiants disent décrier le manque de gaines stérilisatrices, d'eau, d'hygiène alors que le fauteuil dentaire, les appareils de radiographie et les autoclaves seraient en panne depuis longtemps. Selon ces mêmes étudiants, ils déclarent avoir interpellé le chef de département au sujet de ces manques et de ces pannes, sans résultats hormis des promesses.

Ils déclarent aussi que sur les cinq unités, seule celle de l'odontologie conservatrice ne buterait à ces problèmes, quant aux autres, elles galèrent en attendant une réaction de l'administration.

Selon leurs propos, c'est pourquoi, disent-ils, si aujourd'hui nos revendications ne sont pas satisfaites, notre mouvement montera d'un cran et nous fermerons le département à son tour comme nous l'avons fait pour la clinique dentaire.

A. M.

Une adolescente enlevée et abusée, délivrée

Une adolescente, âgée de 14 ans, a été sauvée des mains de son ravisseur suite à l'alerte donnée par son père. Selon nos informations, cette jeune fille aurait été enlevée par un jeune homme âgé de 24 ans. Il l'aurait emmenée chez lui et aurait abusé d'elle avant de la prendre en photo dans des positions indécentes et tout cela sous la menace de porter ses photos sur les réseaux sociaux si elle le dénonçait. Après l'alerte donnée par son père, les policiers à l'issue des investigations sont parvenus à identifier le mis en cause qui a été arrêté et écroué.

A. M.

11 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS**ARRÊTÉS AU PORT DE GHAZAOUET**

Ils étaient porteurs de faux papiers algériens

La police des frontières a interpellé 11 ressortissants d'origine marocaine au port de Ghazaouet. Cette opération a eu lieu dans la journée du 27 janvier 2016, lors de l'arrivée du car-ferry *las palmas de grand canaria*, en provenance de Las Palmas. Ces ressortissants étrangers étaient porteurs de fausses pièces d'identité (cartes et passeports algériens). Ce n'est pas la première fois que de faux documents algériens sont utilisés, mais dans ce cas précis, il faut se demander où se situe le niveau de complicité, comment les autorités portuaires espagnoles n'ont pas pu s'apercevoir, à l'embarcation, de la fausse identité de ces 11 ressortissants.

M. Zenasni